

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ N° 2025/313 DE POURSUITE  
D'EXPLOITATION

Établissement recevant du public  
(E.R.P.)

Délivrée par le Maire au nom de  
l'État

Commune	De SARREBOURG
Adresse du projet	DECATHLON Zone les Terrasses de la Sarre 57400 SARREBOURG
Pétitionnaire	Mme POUYSEGUR Céline
Objet	Arrêté de poursuite d'exploitation

**Le maire,**

Vu le code général des collectivités de territoriales, Vu le code de la construction et l'habitation,  
Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5ème catégorie,

Vu l'avis favorable émis par la sous-commission départementale de sécurité le 11.12.2025 pour l'établissement classé : Type M 1<sup>ème</sup> catégorie,

**ARRÊTE**

**Article 1er :**

La responsable de l'établissement « DECATHLON », sis à SARREBOURG (57400) – Zone Les Terrasses de la Sarre, est autorisé à poursuivre l'exploitation de l'établissement dans les conditions prévues par le code de la construction et de l'habitation, le règlement de sécurité incendie et les règles relatives à l'accessibilité aux handicapés.

**Article 2 :**

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec toutes les dispositions concernant la sécurité contre lesrisques d'incendie et de panique dans les ERP et pour l'accessibilité aux personnes handicapées. Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**Article 3 :**

Cette autorisation fait suite à la levée des prescriptions suivantes dans les délais impartis, de fournir en Mairie :  
Suite à la visite, la commission demande :

1. Transmettre en mairie le dernier rapport de vérification des installations de chauffage pour l'exercice 2025
2. Lever les observations des rapports de vérification des installations électriques (2 observations) et du SSI (visite triennale – 1 observation) puis transmettre les attestations de ces observations en mairie.
3. Former le personnel à l'exploitation du SSI et notamment la levée de doute

**Article 4 :**

Le demandeur peut contester la légalité de cette décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux

**Article 5 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Une ampliation sera transmise à :

- M. le préfet (ou sous-préfet de l'arrondissement),
- Au Commissariat de Police de Sarrebourg

Fait à SARREBOURG, le 18/12/2025

POUR LE MAIRE

L'Adjoint Délégué

Laurent MOORS

